

*Remplacement du mazout—Loi*

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, j'interviens pour donner mon appui au député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) qui a proposé de reporter de six mois l'étude de ce projet de loi. Nous avons deux bons programmes dont profitent les simples citoyens, surtout ceux dont le revenu est moyen ou faible. Sur les quelque cinq millions de maisons visées par ce programme d'isolation thermique, seulement 2.5 millions environ ont été isolées. Et il y a d'autres propriétaires de maison qui sont intéressés par ce programme après en avoir entendu dire du bien à leurs voisins.

Ces mesures visaient surtout à économiser le mazout et donc à réduire les frais de chauffage. Le Programme canadien de remplacement du pétrole prévoyait une subvention pour inciter les propriétaires de maison à substituer au mazout une autre forme d'énergie, que ce soit le gaz naturel, l'électricité, le propane, le bois, l'énergie éolienne ou solaire. Il payait 50 p. 100 du coût jusqu'à concurrence de \$800. Le programme d'isolation thermique des maisons canadiennes s'est fixé le même objectif en persuadant les propriétaires d'isoler leur maison. Nous savons d'après notre propre expérience ou celle de nos voisins, combien ce programme a réussi à réduire les frais de chauffage, que ce soit le chauffage au mazout, au gaz ou autre.

● (1500)

Certains conservateurs ont laissé entendre que seuls les riches pouvaient profiter de ces programmes. Bien entendu, ils présumant que notre parti prône le maintien du programme parce que les députés néo-démocrates sont riches. On n'avait jamais auparavant fait une insinuation de ce genre et, chose certaine, le nombre de députés riches dans chaque parti n'a rien à voir avec ces programmes. D'après une enquête du gouvernement, ces programmes n'ont pas favorisé particulièrement les riches. L'octroi d'une subvention de 50 p. 100 des coûts admissibles de remplacement du pétrole et de 60 p. 100 des frais admissibles d'isolation avec un plafond respectif de \$800 pour la transformation de la chaudière et de \$500 pour les travaux d'isolation signifie que riches et pauvres reçoivent la même chose. En outre, la plupart des Canadiens ne sont pas riches mais seront les principaux bénéficiaires de ces programmes.

Par exemple, dans ma circonscription, celle de Spadina, et dans Kensington, où je demeure, les gens travaillent pour la plupart dans la construction, au nettoyage des immeubles et dans les restaurants ou encore ils sont vendeurs au détail, ou artisans. De nombreuses maisons qu'ils habitent dans Spadina ont environ cent ans d'existence et ont été construites à une époque où on croyait pouvoir toujours compter sur d'amples approvisionnements en bois provenant de forêts avoisinantes pour chauffer les maisons.

Cent ans plus tard, les propriétaires doivent chauffer leur maison avec un combustible beaucoup plus coûteux. Ces maisons ne sont pas adaptées aux méthodes modernes de chauffage et, comme nombre de ces propriétaires sont en chômage, notamment des travailleurs de la construction—ces programmes les ont beaucoup aidés à moderniser leur maison.

Le rapport du gouvernement a révélé que les Canadiens à revenus moyens ou supérieurs n'ont pas profité de ce programme de façon disproportionnée. Vingt-quatre pour cent du montant des subventions du PITCR ont été versés aux 21 p. 100 des propriétaires admissibles qui gagnaient moins de

\$15,000 par année. En d'autres termes, la plus grande partie de l'argent a été donnée à ceux qui gagnaient moins de \$15,000. On se demande pourquoi le gouvernement a choisi de s'attaquer à ceux qui gagnaient moins de \$15,000 par année.

Bien que le gouvernement prétende que nous devons économiser, il jette de l'argent aux sociétés pétrolières. J'admets que les députés conservateurs ont été fidèles à ce qu'ils avaient avancé pendant la campagne électorale, à savoir qu'en jetant de l'argent aux sociétés pétrolières on pourrait abaisser le prix du pétrole. Toutefois, ce n'est pas ce que l'on constate. Il n'y a absolument aucune garantie que les sociétés pétrolières baissent le prix du pétrole après que le gouvernement leur aura versé des milliards de dollars. Il n'y a pas de contrôle sérieux du prix du pétrole.

Par contre, il y a des avantages certains aux subventions pour l'isolation et le remplacement du mazout par d'autres sources d'énergie. Tout d'abord, cela profite aux huit millions de propriétaires du Canada, y compris de nombreux Canadiens à revenus faibles ou moyens. Ils ne vivent pas dans des appartements luxueux en copropriété, mais dans toutes les vieilles maisons qu'il faut isoler et rééquiper avec un système de chauffage moderne qui n'utilise pas le mazout.

Pourquoi le gouvernement s'attaque-t-il à ces gens au lieu de réduire les sommes qu'il verse aux sociétés pétrolières? Pourquoi ne réduit-il pas les milliards de dollars de subventions qu'il donne à Énergie atomique du Canada Limitée, qui ne produit pas grand-chose. L'un de ses produits, c'est une dette de 20 milliards de dollars de Hydro-Ontario. Cette société, en collaboration avec l'EACL, a réalisé l'un des systèmes énergétiques les plus coûteux dont on ait jamais entendu parler. Ce système a conduit à une augmentation du prix de l'électricité et a accru la dette de la province. Bien entendu, cela a également amené des subventions supplémentaires. Par contre, les avantages des économies de pétrole se poursuivent pendant des années après l'investissement original fait pour moderniser la maison sur le plan énergétique.

Les habitants de ma circonscription ont besoin d'emplois, mais pas des emplois de foreurs dans la mer de Beaufort. Ils ont besoin d'emplois à Spadina, où ils peuvent être avec leurs familles, et c'est ce qu'ils obtenaient lorsqu'ils pouvaient travailler à isoler les maisons de leurs voisins. Les emplois dans le secteur de l'isolation ont bénéficié en particulier aux travailleurs de la construction, pendant la dépression.

Ce sont les sociétés pétrolières qui sont perdantes lorsque les programmes profitent aux citoyens ordinaires, car elles font face alors à une concurrence. Le gouvernement prêche la libre entreprise et la concurrence, mais les sociétés pétrolières n'en veulent pas et, par conséquent, elles s'opposent au PCRP et au PITCR. Elles se sont arrangées avec le parti conservateur, avant les élections, pour que le gouvernement mette sur pied des programmes qui gonfleront leurs comptes en banque aux dépens des propriétaires et des travailleurs de la construction du Canada.

Ce projet de loi est un exemple des tentatives pour éliminer le programme d'isolation qui fournit de modestes emplois aux simples travailleurs. Le marché résiduel ira aux sociétés pétrolières qui pourront alors augmenter le prix du mazout sans craindre la concurrence.

Ces programmes devraient devenir une source permanente d'emplois et d'économie pour les prochaines années jusqu'à ce